

Programme d'actions gouvernemental
contre les violences et les discriminations
commises à raison de l'orientation
sexuelle ou de l'identité de genre

31 octobre 2012



PREMIER MINISTRE

Programme d'actions gouvernemental contre les violences et les discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre

L'orientation sexuelle, réelle ou supposée, motive aujourd'hui encore trop souvent la moquerie, l'insulte ou l'agression.

En France, d'après les dernières enquêtes réalisées, un homosexuel sur quatre a déjà été agressé physiquement en tant qu'homosexuel au cours des dix dernières années, et un sur deux a déjà été agressé verbalement. Les jeunes sont encore trop souvent victimes de harcèlement en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Cela plonge beaucoup d'entre eux dans une grande souffrance et les expose à un risque accru de suicide.

En raison de la persistance des violences et des discriminations, la simple expression de l'homosexualité reste trop souvent une épreuve. Dans l'entreprise, à peine plus de la moitié des homosexuels prend le risque de parler de son orientation sexuelle. L'autre moitié ne peut que difficilement conjuguer sa vie professionnelle à sa vie privée.

Ce malaise renforce l'ignorance. L'homophobie est l'hostilité manifestée non seulement à l'égard des homosexuels, mais plus largement envers les individus exprimant à une différence par rapport à la norme sexuelle. Elle se décline en lesbophobie et transphobie. L'homophobie est une violence pour toute la société, car elle empêche des rapports libres et égaux entre les individus, qu'ils soient homosexuels ou hétérosexuels. Condamnée par la loi, l'homophobie infuse cependant encore beaucoup d'esprits et s'exprime à des degrés divers dans un grand nombre d'actes au quotidien.

Sortir l'homophobie de l'invisibilité et de l'indifférence, la nommer et la traiter en tant que telle partout où elle se pose, en utilisant tous les leviers possibles de l'action publique : tel est l'objectif de ce premier programme d'actions gouvernemental, qui a été conçu par l'ensemble des administrations et qui les engage.

Avec le projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe, la France entend franchir un pas important : trente ans après la loi dépénalisant l'homosexualité, treize ans après le vote de la loi sur le pacs, les préjugés reculent, l'égalité est en marche et n'a pas de raison d'attendre.

Pourtant, ce progrès dans l'égalité des droits ne fera pas, à lui seul, reculer du jour au lendemain les expressions de peur, de rejet, d'intolérance, et de violence vis-à-vis de la différence relative à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre qui continuent de se manifester dans la société française.

Les outils de prévention et de lutte contre ces violences et discriminations doivent être renforcés. Ces violences et ces discriminations, du fait de leur particularité, appellent un traitement spécifique. C'est dans cet esprit que le gouvernement a conçu le premier programme d'actions interministériel.

Ce programme a fait l'objet d'une large consultation et d'un travail interministériel inédit. Il a été conçu en lien étroit avec les associations. Six groupes de travail portant sur la lutte contre les stéréotypes, la lutte contre les discriminations dans l'emploi, les mesures contre les violences, les actions à l'égard des services sociaux, l'action internationale et les parcours des personnes trans se sont réunis en septembre et octobre 2012.

Une centaine d'organisations ont été associées à cette consultation : associations de défense des droits des personnes LGBT, associations de défense des droits de l'Homme, acteurs de l'éducation, partenaires sociaux, institutions concernées par la lutte contre les violences et les discriminations. Plus de soixante-dix contributions ont été déposées dans ce cadre.

Des rencontres de terrain dans plusieurs villes de France ont par ailleurs permis d'échanger avec les acteurs impliqués dans la lutte contre ces violences et discriminations. Ces derniers comme le Défenseur des droits ont permis, par leur engagement, de faire progresser la lutte contre ces violences et à ces discriminations. Mais ces réponses ne peuvent se substituer à l'action de l'État. La lutte contre l'homophobie doit devenir une politique à part entière de l'État.

1. Lutter contre les violences

La fréquence des violences commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, tant physiques que verbales, ne doit pas être occultée. 24% des homosexuels ont déjà été agressés physiquement en tant qu'homosexuels au cours des dix dernières années, et 48% ont déjà été agressés verbalement (sondage IFOP, mars 2011).

Le recueil et l'analyse des données doivent permettre d'ajuster la réponse publique à ces violences. Personne ne doit avoir peur de déposer plainte, même si cela suppose de révéler à un agent public son homosexualité.

Les victimes doivent être mieux accompagnées dans leurs démarches. L'information du public doit être développée et la législation doit évoluer pour mieux répondre aux violences commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre..

Mesurer et analyser la réalité de ces violences

Les violences faites aux personnes à raison de leur orientation sexuelle feront l'objet d'un travail de recueil, de mesure et d'analyse. Les données statistiques seront rassemblées et les études nécessaires au pilotage des politiques contre ces violences seront engagées.

A la faveur de la refonte du système statistique de la gendarmerie, de la police et des services judiciaires, les chiffres des infractions aggravées sous les qualifications pénales existantes seront publiés chaque année.

L'enquête VIRAGE ("Violences et rapports de genre. Contexte et conséquences des violences subies par les femmes et par les hommes") produite par l'INED, cofinancée par le ministère des droits des femmes, sera complétée par des données illustrant l'exposition des personnes à ces risques de discrimination et violences.

Engager des formations pluridisciplinaires

La formation des policiers et des gendarmes contre les violences et les discriminations homophobes sera renforcée.

Les **enseignements dispensés aux officiers stagiaires en formation initiale** par l'Ecole nationale supérieure des officiers de police en matière d'interrogatoire, d'audition et d'accueil des victimes traiteront des discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle. Les enseignements de droit pénal aborderont désormais spécifiquement **les infractions liées aux discriminations**.

Des **sessions de formation pluridisciplinaires** à la lutte contre les violences homophobes seront organisées à l'attention des policiers, gendarmes et magistrats. Elles pourront être mises en œuvre par

l'Ecole nationale de la magistrature. Les magistrats référents chargés de la lutte contre les discriminations, prévus par la circulaire du ministère de la Justice du 11 juillet 2007, seront effectivement désignés.

Améliorer l'accueil des victimes et le recueil des plaintes

La scolarité des gardiens de la paix et celle des adjoints de sécurité abordent la lutte contre les discriminations et l'impact des préjugés et des stéréotypes sur l'action du policier.

Le **code de déontologie de la police nationale** inclura les termes de l'article 225-1 du Code pénal relatif aux discriminations.

Des trames d'audition permettant de mieux établir les infractions homophobes seront élaborées conjointement par les ministères de la Justice et de l'Intérieur pour les enquêteurs en charge de recueillir les plaintes, comme cela existe pour d'autres infractions.

Dans le cadre des crédits du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), les **intervenants sociaux en commissariat de police ou en poste de gendarmerie** accompagneront les victimes, en lien avec les associations LGBT.

8

Informier et écouter

Une campagne d'information sera conduite sur les droits des victimes d'actes homophobes, conjuguant des outils à destination du grand public et des outils à destination des victimes.

Le renforcement et la promotion de la ligne d'écoute de l'association SOS homophobie seront proposés.

Renforcer la réponse pénale

Une circulaire sera consacrée à la **réponse pénale** aux violences commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre. L'évocation du respect de la différence et de la lutte contre l'homophobie à l'occasion des stages de citoyenneté sera encouragée sous la forme d'outils pédagogiques, au besoin avec le soutien des associations spécialisées.

La Miviludes, mission de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, sera saisie pour exercer son rôle de vigilance à l'égard des "**thérapies de conversion**" qui prétendent "**guérir**" de l'homosexualité.

Une attention particulière sera portée aux **violences et discriminations homophobes dans les lieux de détention et aux besoins des personnes concernées**.

2. S'appuyer sur la jeunesse pour faire évoluer les mentalités

Notre jeunesse est, à l'égard de ces sujets, partagée entre une plus grande ouverture d'esprit et des préjugés homophobes persistants.

À l'âge où les questionnements sur la sexualité apparaissent, les jeunes sont les plus vulnérables face aux violences homophobes qui sont la première cause de suicide chez les adolescents. Les prévalences de tentatives de suicide sont de 12,5% chez les hommes homosexuels ou bisexuels et de 3% chez les hommes hétérosexuels (données INPES). Il est donc essentiel de mener une politique globale de prévention de l'homophobie qui se décline dans tous les domaines de la vie des jeunes.

Les jeunes, les enseignants, les associations ont beaucoup d'idées pour avancer sur ce sujet. Nous devons ouvrir les portes des établissements scolaires à ces initiatives.

Dans le milieu scolaire, développer l'éducation à la sexualité et à l'égalité

9

La circulaire du 17 février 2003 relative à l'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées sera actualisée : les acteurs doivent pouvoir s'en saisir, sans difficulté, dans tous les milieux scolaires, de façon adaptée à chaque âge. Un groupe de travail établira un **plan d'action sur les aspects affectifs autant que biologiques de l'éducation à la sexualité, à l'échéance de décembre 2012**. Une association de lutte contre l'homophobie y sera associée, pour que la question y soit justement traitée.

De nouvelles associations qui proposent des interventions en milieu scolaire contre l'homophobie pourront faire l'objet d'un agrément national, conformément aux modalités en vigueur.

Prévenir les violences homophobes à l'école

La **formation initiale des personnels d'enseignement, d'orientation et d'éducation** intègrera une sensibilisation à la lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre.

Une délégation ministérielle a été créée par le ministre de l'éducation nationale **contre toutes les violences en milieu scolaire**. Par des enquêtes de victimation, elle permettra de mieux connaître la violence spécifique et trop souvent cachée que constitue l'homophobie.

Le ministère de l'éducation nationale a lancé une **mission relative à la lutte contre l'homophobie**, qui portera notamment sur la **prévention du suicide des jeunes victimes d'homophobie**. Des propositions seront faites au début de l'année 2013.

La "ligne azur", ligne d'écoute pour les jeunes en questionnement à l'égard de leur identité sexuelle, fera l'objet d'une campagne de communication dans les établissements en janvier 2013.

Dans l'enseignement supérieur, mieux accompagner les étudiants en situation de mal-être

Afin de **sensibiliser les personnels en contact avec les étudiants victimes d'homophobie** en situation de mal-être, un guide pratique sera diffusé à la rentrée universitaire 2013.

Une **campagne d'information** sera construite en parallèle pour encourager ces étudiants à se rapprocher du service de médecine universitaire, du service social ou d'une association LGBT de leur établissement, pour y trouver un accompagnement.

Faire de la lutte contre l'homophobie une priorité des plans de santé publique

Les questions liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre seront prises en compte par le ministère des affaires sociales et de la santé dans le cadre de la priorité Santé des jeunes (éducation à la sexualité, prévention des infections sexuellement transmissibles) et dans celui de la priorité Santé mentale. **Des actions de prévention du suicide des personnes victimes d'homophobie** seront en particulier menées dans ce cadre.

Réaffirmer les valeurs du sport et de l'éducation populaire

La charte contre l'homophobie, signée par toutes les fédérations sportives, reste d'actualité. Son effectivité réelle devra néanmoins être évoquée avec l'ensemble des fédérations dès 2013 et lors de la révision des conventions d'objectifs et de moyens 2014-2017. Elles s'engageront en particulier à diffuser les objectifs de la charte contre l'homophobie au plus près des clubs sportifs.

Les accueils collectifs de mineurs (ACM), avec ou sans hébergement, permettent chaque année à plus de 2,5 millions d'enfants de partir en vacances ou d'être accueillis en centres aérés. **Les référentiels de formation du BAFA et du BAFD** devront inclure les thèmes des violences et des discriminations homophobes, pour que les encadrants, à terme, soient davantage capables d'appréhender ces questions.

Par ailleurs, les objectifs de lutte contre l'homophobie seront à l'ordre du jour des discussions avec les **mouvements d'éducation populaire** lors du renouvellement des conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO).

Changer les représentations

Le Gouvernement invitera le Conseil supérieur de l'audiovisuel à engager, dans le cadre de son action en faveur de la diversité, une réflexion avec les responsables des chaînes de télévision et de radio afin d'identifier les moyens par lesquels celles-ci contribueront à la lutte contre les préjugés homophobes.

L'histoire du mouvement LGBT sera valorisée par le ministère de la culture, qui favorisera notamment la collecte et l'utilisation des archives portant sur les questions LGBT au sein du réseau national et territorial dont il assure le suivi interministériel et l'animation.

3. Agir contre les discriminations au quotidien

12% des homosexuel-le-s déclarent avoir été écarté au moins une fois lors d'une promotion interne et 4,5 % être moins rémunérés à poste et qualification identiques. Près d'un homosexuel sur cinq considère que le climat dans son entreprise lui est hostile, et à peine plus de la moitié d'entre eux prend le risque de parler de son orientation sexuelle.

Les discriminations homophobes établies dans l'emploi doivent être effectivement sanctionnées. L'État, en lien avec les partenaires sociaux, se mobilisera pour la prévention des inégalités, contre les discriminations dans l'emploi, et pour l'adoption de bonnes pratiques dans les entreprises.

Agir contre les discriminations dans l'emploi

Les outils de lutte contre les discriminations, en particulier le guide méthodologique, adressés aux **inspecteurs du travail** intégreront la prise en compte de la lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre.

La charte de l'égalité dans la fonction publique fera l'objet d'une révision dans le cadre de l'agenda social, mettant en avant les valeurs du service public et de la fonction publique. Dans ce cadre, l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre seront réaffirmées.

Le ministère du travail proposera l'extension aux salariés pacsés des **droits à congés accordés aux salariés à l'occasion de la célébration de leur mariage** (article L.3142-1 du Code du travail).

Au-delà, en accord avec les autres ministres intéressés, il invitera les partenaires sociaux à engager une réflexion sur les possibilités d'extension aux salariés pacsés d'autres droits sociaux dont bénéficient les couples mariés et sur le rapprochement de leur situation avec celle des couples mariés pour les questions liées à l'accueil de l'enfant.

Enfin, **une réflexion plus générale sur les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans le monde du travail** pourrait être menée par les partenaires sociaux, ouvrant le cas échéant à l'ajout d'avenants aux accords existants pour intégrer cette dimension, voire s'ils le souhaitent à une négociation spécifique. Cette question sera portée à l'ordre du jour des discussions de la **grande conférence sociale de 2013**.

Donner toute leur place aux familles homoparentales dans la politique familiale

La composition des différentes instances représentatives des familles permettra aux familles homoparentales de s'y exprimer.

Les formulaires et les conditions d'accès aux services publics destinés aux familles (services sociaux, centres sportifs, centres de loisirs) **seront modifiés pour faire une place aux familles homoparentales.**

Agir avec les personnels de santé contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie

Les personnels de santé seront sensibilisés à la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie. **Un module sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre sera intégré à la formation des infirmiers et un travail** sera mené avec le Conseil de l'Ordre des médecins pour sensibiliser les personnels de santé aux discriminations liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Accompagner les personnes âgées sans discrimination liée à raison de l'orientation sexuelle

Un programme de sensibilisation des professionnels exerçant auprès des personnes âgées sera mené. L'IGAS sera saisie pour dresser un constat et proposer les mesures à prendre en faveur des personnes âgées homosexuelles, en particulier dans le cadre de la lutte contre l'isolement.

Les fédérations d'EHPAD seront mobilisées pour **modifier la charte d'accueil des personnes âgées en établissement, vis à vis des homosexuels** et dans le cadre de l'engagement contre l'homophobie.

12

Prévenir les ruptures dans la vie des personnes trans

Aujourd'hui, le parcours de changement de sexe suppose une rupture qui se traduit toujours par une dégradation de la condition sociale de la personne, contrainte pendant une durée trop longue de vivre dans un genre opposé à celui que lui reconnaît son état-civil. Le changement d'état civil est encore subordonné à l'avis d'un psychiatre et à une opération stérilisante.

Le Gouvernement s'engage à lutter contre la transphobie, à permettre une rectification plus simple de l'état-civil, et à favoriser l'accès aux soins pour celles et ceux qui le souhaitent.

La prévention et la répression de la transphobie seront améliorées dans le prolongement des avancées obtenues dans la loi relative au harcèlement sexuel. **La Commission nationale consultative des droits de l'homme sera saisie** pour répondre à la question de la définition et de la place de "l'identité de genre" dans le droit français, et à celle du changement d'état civil.

La possibilité ouverte aux personnes trans d'utiliser un **numéro de sécurité sociale provisoire** sera simplifiée.

Le Gouvernement reprendra le travail pour la réorganisation de l'offre de soin à l'égard des personnes trans, en expertisant les recommandations formulées par l'IGAS dans son rapport publié en mai 2012, pour améliorer la qualité des parcours de soins des personnes trans, **dans le respect du principe du libre choix du médecin et de la dignité des personnes.** La Haute Autorité de Santé sera saisie d'une **demande d'avis ou de recommandation sur l'hormonothérapie des personnes trans.** Les recherches sur les traitements hormonaux seront encouragées.

4. Relancer le combat international pour les droits des personnes LGBT

Le Président de la République s'est engagé, le 25 septembre 2012, devant la 67ème session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité. Il est le premier chef d'État à avoir pris une telle position dans cette enceinte. Cette prise de parole mobilise notre diplomatie pour la protection des droits fondamentaux des personnes LGBT dans le monde.

Dans trop de pays, les homosexuels sont encore poursuivis et réprimés, tels des criminels ou des malades, au mépris du respect de la dignité humaine qui constitue le fondement de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Les homosexuels payent encore de leur vie, de leur liberté, le droit d'être eux-mêmes.

Les relations sexuelles entre personnes de même sexe sont interdites dans plus de 70 pays. Les peines encourues peuvent aller jusqu'à la peine de mort dans sept pays. Les particularités culturelles et traditionnelles ne sauraient justifier la violation des Droits de l'Homme. Les personnes LGBT ont droit au respect de leurs droits fondamentaux.

Cela a été rappelé par l'adoption d'une Déclaration à l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 2008 signée aujourd'hui par 68 pays. En 2011, 85 États ont adopté une Déclaration contre les violences et les violations des droits de l'Homme fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. La première résolution des Nations unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre a été adoptée au Conseil des droits de l'Homme en juin 2011. Conformément à cette résolution, un premier rapport des Nations unies sur cette question a été élaboré et un panel sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre s'est tenu au Conseil des droits de l'Homme en mars 2012. Le succès de ces initiatives est encourageant.

13

Promouvoir aux Nations unies la dépénalisation universelle de l'homosexualité

La France soutiendra activement, avec ses partenaires européens, avec les pays du Sud et avec les ONG investies dans ce processus, les initiatives visant à obtenir la dépénalisation universelle de l'homosexualité et à **défendre les droits fondamentaux des personnes LGBT**.

La France soutiendra le travail de concertation au sein du core group pour promouvoir **un projet de résolution des Nations unies appelant à la dépénalisation universelle de l'homosexualité**. Elle appuiera en particulier les initiatives portées par les pays du Sud.

Dans cette perspective, la France proposera à ses partenaires l'organisation d'une **conférence régionale sur ces thèmes à Paris au début de l'année 2013**.

Demander la sortie du transsexualisme de la liste des classifications internationales des maladies

La France soutiendra les efforts visant à obtenir **une déclassification du “transsexualisme” de la liste des maladies mentales** établie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et à lutter contre les discriminations à l'encontre des personnes LGBT dans l'accès aux soins de santé.

Mobiliser plusieurs enceintes internationales stratégiques

La France se mobilisera, chaque fois que nécessaire, pour convaincre les États et la société civile que les différences culturelles ne peuvent justifier des atteintes aux droits de l'Homme. **Elle portera ce discours au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie.**

La France promouvra le respect et la défense des droits fondamentaux des personnes LGBT au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe. Elle participera activement aux réunions du groupe de contact du Conseil de l'Europe sur la question du respect des droits des personnes LGBT.

La France réexaminera les conditions d'une signature éventuelle du protocole n°12, portant sur l'interdiction générale des discriminations, à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

14

Soutenir l'adoption de lignes directrices au sein de l'Union européenne

La France participera activement à la définition de **lignes directrices de l'Union européenne sur le respect des droits fondamentaux des personnes LGBT**. Ce travail sera engagé en janvier 2013.

Avec les gouvernements néerlandais, britannique, belge, finlandais, suédois et letton, une initiative sera prise pour appeler les institutions européennes à élaborer **une stratégie européenne ambitieuse**.

Le blocage au Conseil de l'Union européenne de la négociation sur la **directive transversale anti-discrimination** ne doit pas empêcher l'adoption d'une législation européenne sur les discriminations dans l'accès aux biens et services à raison de l'orientation sexuelle.

Soutenir la société civile

Les ambassades de France soutiendront l'action des ONG et des défenseurs des droits qui luttent contre les violences et les discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre dans leurs pays.

La France s'efforcera de mobiliser les contributions en faveur du **fonds de soutien international “Droits de l'Homme, Orientation Sexuelle et Identité de Genre”**, dans un esprit de partenariat avec des

initiatives semblables développées par d'autres États. Ce fonds, géré par France Expertise Internationale, a pour objectif de financer des actions en faveur de la défense des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI).

Assurer l'effectivité du droit d'asile pour les personnes persécutées dans leur pays à raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre

La convention de Genève reconnaît aux personnes persécutées dans leur pays en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre le droit à l'asile. Les agents instructeurs de l'OFPRA sont amenés à évaluer, lors des entretiens, la réalité de l'appartenance du demandeur d'asile à un groupe social persécuté. Ce travail suppose une connaissance de la réalité des persécutions qui frappent les personnes dans chaque pays, et de la difficulté des demandeurs d'asile à s'exprimer sur leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. **Une action de formation, impliquant les associations LGBT, sera mise en œuvre au sein de l'OFPRA.**

La remise à plat de la politique de l'asile devra permettre d'améliorer la mise en œuvre du droit d'asile aux personnes persécutées dans leur pays en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre homophobes dans leur pays. Les associations LGBT seront consultées dans le cadre de la transposition du "paquet asile" en 2013.



Les organisations consultées dans le cadre de l'élaboration du programme d'actions gouvernemental ont souligné la nécessité d'une action durable, faisant l'objet d'une évaluation régulière.

Un comité de suivi sera réuni pour examiner les conditions de mise en œuvre de ce plan qui associera les acteurs mobilisés pour son élaboration : représentants des ministères concernés, organisations de lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie, associations de défense des droits humains, fédérations de l'éducation populaire, partenaires sociaux et élus nationaux et locaux.